



### Des élus inquiètes

Une cinquantaine de communes et communautés de communes ont déjà pris des motions pour s'opposer au plan Darmanin qui verrait la suppression des actuelles trésoreries remplacées par l'implantation (en plus grand nombre) de points de contact dont les lieux et les modalités de fonctionnement restent à définir. Les syndicats ont déjà rencontré les élus et un nouveau rendez-vous est pris avec l'association des maires le 26 septembre. Pour autant, peu d'élus étaient présents hier à la mobilisation même si nous avons pu croiser le maire de Blécourt, Francis Chavaudrey, la maire déléguée de Marmesse, Marie-Rose Patelli ou encore le conseiller municipal de Joinville Gérard Mattera. Sonia Biquet, maire de Flagey et Anne-Cécile Dury, maire de Vals-des-Tilles ont fait le déplacement pour cette mobilisation. Pour ces deux maires, le plan Darmanin avec la suppression des trésoreries fait une nouvelle fois planer un sérieux doute sur le maintien des services publics en milieu rural. « On nous promet plus de services publics mais concrètement on ne voit jamais rien venir », résumait les deux maires du Sud-haut-marnais qui ne croient plus aux promesses. En tant qu'élus, elles se sentent engagées dans la défense des services publics. En ce qui concerne leur commune, leur trésorerie de référence est celle de Prauthoy, « qui rend énormément des services. » Il y a une vraie relation disent-elles et un contact de proximité qui est le bienvenu pour les élus mais aussi pour les secrétaires de mairie. « Quel fonctionnement pour les points de contact ? », demande Anne-Cécile Dury, « si c'est un accueil deux heures par semaine, ça ne remplacera pas les trésoreries », s'inquiète-t-elle.



Anne-Cécile Dury (à gauche) et Sonia Biquet, deux maires du Sud-haut-marnais, mobilisées.

# Finances : plus de grévistes que de manifestants

Une centaine de manifestants mais près de 62 % de grévistes... Hier, les agents des finances publiques ont dit fermement leur opposition à la réforme Darmanin.

Les finances publiques en Haute-Marne, ce sont 266 agents répartis sur tout le territoire. Il a fallu attendre midi pour connaître le taux de grévistes hier suite à l'appel d'une intersyndicale FO-Solidaires (notre édition du vendredi 13 septembre). Le chiffre est tombé alors que la manifestation arrivait devant la porte (close) de la DGFIP à Chaumont. « Nous sommes prêts de 62 % de grévistes », annonçait satisfaite, Rachel Sugneau, représentante Force ouvrière. Ce sera sans doute l'un des meilleurs taux de France. Mais à la question : poursuit-on la grève demain (aujourd'hui) ? Les bras levés étaient rares. Les agents vont retourner à leur poste. « Je compte sur vous pour trouver de nouvelles modalités d'action, le temps de midi ou lorsqu'on est au contact des usagers », a précisé Rachel Sugneau. Hier, les slogans durant la mobilisation étaient on ne peut plus clairs. Les agents mobilisés disent non à la réforme du ministre Darmanin qui prévoit la suppression de 5 775 postes d'ici 2022 ainsi qu'une refonte de la carte de l'implantation des finances publiques sur les territoires.

### Un leurre

En Haute-Marne, cela aboutirait à la suppression de trésoreries et à l'installation de points de contact, « un leurre », selon Force ouvrière. Il y avait toutefois une pointe de déception chez les responsables syndicaux qui espéraient, outre un bon taux de grévistes, une mobilisation plus importante



La mobilisation a traversé Chaumont par la rue Victoire-de-la-Marne.

hier matin au départ de la préfecture à 10 h 30. Une centaine de manifestants ont répondu à l'appel. Trop peu d'élus et d'usagers des services des finances publiques « qu'il va falloir mobiliser. » Les agents des finances publiques descendus dans la rue se battent pour leurs conditions de travail avec en filigrane les suppressions de postes annoncées mais ils se mobilisent aussi pour le service public.

### Prolongation de la concertation

Les représentants syndicaux le disent, ils ne participeront plus aux réunions de concertation proposées par la direction départementale qui doit aboutir à la future carte d'implantation des services.



« Nous n'avons rien à négocier. Ce que nous voulons, c'est conserver les services tels qu'ils sont aujourd'hui », résume Rachel Sugneau. Le ministre des comptes et de l'action publique, Gérard Darmanin a